

## Recyclage de nos plastiques en Asie : une hypocrisie européenne



Les Philippines rapatrient au Canada des tonnes de déchets plastiques non recyclables. La Malaisie prend la même voie et refuse à son tour d'être la poubelle du monde.

Avec François  
Galgani

**Atlantico : Les Philippines ont décidé de rapatrier au Canada des tonnes de déchets plastiques non-recyclables. La Malaisie fait de même. Ces deux pays ainsi que l'Indonésie sont à l'origine d'une part non-négligeable des déchets plastiques finissant dans l'océan. En cause, le business du recyclage de déchets provenant de pays étrangers. Parmi ces déchets, peut-on estimer la part provenant des pays occidentaux ?**

**François Galgani** : [Un article scientifique de 2015](#) a fait le bilan des arrivées à la mer en fonction des pays. Sur la part des déchets plastiques finissant dans la mer, 25 à 30% proviennent des pays occidentaux (Europe et Amérique du Nord).

### **Pourquoi les Européens envoient-ils leurs déchets dans ces pays ?**

Le problème est qu'en Europe, les infrastructures existent mais il est bien moins cher d'envoyer tous ces déchets être recyclés en Chine ou en Asie du Sud-Est. Il y a eu plusieurs réunions sur le sujet avec la Commission Européenne et des représentants d'industrie. Ces derniers expliquaient qu'ils pouvaient et savaient traiter les déchets mais que les usines étaient vides car c'est paradoxalement moins cher de faire Fos-sur-Mer / Chine que 200 kilomètres via la terre pour emmener ces déchets dans un centre de traitement.

C'est pareil pour toutes les exportations et les importations. Les coûts de transport maritime sont tellement compétitifs qu'il est plus facile d'exporter et de sous-traiter à l'étranger que de prendre en charge sur place.

### **Que représente pour ces pays asiatiques le "business" du recyclage des déchets étrangers ?**

Il est très difficile de savoir l'étendue de ce business, il y a beaucoup d'économies parallèles sur place. Mais l'intérêt économique est réel et ils ne vont pas se priver d'une telle manne financière. Le souci est qu'ils reçoivent surtout de mauvais plastiques, non-recyclables et qu'il est difficile de faire le tri.

---

La Convention de Bâle, signée il y a quelques semaines, veut s'attaquer à ce problème. Il a été décidé de faire rentrer les plastiques dans la catégorie des déchets dangereux, ce qui forcera à les tracer. Les pays pourront donc faire le tri entre ceux qu'ils veulent recueillir ou pas.

C'est un cas semblable à celui de l'amiante. L'Inde acceptait auparavant de recycler des bateaux pleins d'amiante mais ils ont tendance actuellement à les refuser de plus en plus.

### **Pourquoi ces pays se sont-ils maintenant décidés à refuser ces déchets ?**

Il y a une contrainte sociale. Les gens ne veulent plus de déchets car ils prennent conscience du problème du plastique dans le milieu naturel. L'Asie du Sud-Est est la région qui génère le plus de déchets, et ce problème du plastique marin est une bonne occasion de renforcer leurs infrastructures et leur économie locale.

Les habitants et dirigeants asiatiques prenant conscience de ce problème, ils doivent prendre des mesures. Et ce qu'ils font en priorité, c'est stopper l'importation de déchets étrangers pour s'occuper de leurs propres problèmes.

### **Ne peut-on pas voir dans l'attitude des pays occidentaux une certaine hypocrisie dans le fait de défendre le recyclage d'un côté et d'envoyer leurs déchets à l'autre bout de la planète de l'autre ?**

Sur le principe, le recyclage fait l'unanimité pour la population, les gestionnaires et l'industrie car c'est une source de revenus. C'est pourquoi la stratégie européenne sur le recyclage est très bien accueillie.

Mais au niveau des opérateurs, lorsque l'on a des centaines de tonnes à recycler ou incinérer, si le faire en Chine est plus compétitif, le responsable ne s'en privera pas. Comme pour la fabrication de pneus, on préférera souvent importer des pneus de mauvaise qualité de Chine que de renforcer la législation pour obliger à acheter des pneus de meilleure facture.

C'est une question de marché. La politique c'est une chose, les marchés une autre. Et au niveau du coût, il n'y a pas de compétition possible pour les opérateurs entre la Chine et l'Europe.

Au niveau politique il y a donc la décision de renforcer le recyclage et donc de développer les infrastructures, de favoriser l'écodesign donc des matériaux plus recyclables. Mais chez ceux qui gèrent au quotidien cette industrie, à partir du moment où la sous-traitance est moins onéreuse, ils se dirigeront toujours vers le moyen le plus économique.

En parallèle il ne faut pas oublier que les pays européens ont pris des objectifs de réduction du plastique bien moins drastiques que des pays comme le Kenya, l'Indonésie ou le Rwanda par exemple. Ces pays sont prêts à interdire totalement le plastique. De leur côté les Européens ont une industrie et des milliers d'emplois qui dépendent de ce plastique. Il y a donc une pression sociale pour prendre des mesures de limitation de ce plastique mais il est impossible de les pousser au maximum en Europe. Les pays qui ne produisent pas de plastique n'ont aucun problème à les interdire, ils n'en souffriront pas économiquement.